

BFM - Economie - Economie et Social - [Finances publiques](#)

Après la mise sous tutelle de la métropole Aix-Marseille, le gouvernement lance une mission pour repenser son avenir et éviter une nouvelle crise budgétaire

Publié aujourd'hui à 19h43

 Lire dans l'app

BFM Business >
MC avec AFP

 Partager



 Ajouter BFM à vos sources préférées sur Google

Cette mission devra "évaluer la situation et formuler des propositions" structurelles concernant sa gouvernance, ses compétences, son organisation institutionnelle et son modèle financier, après une crise financière majeure qui a conduit l'État à intervenir.

Publicité

Le gouvernement a annoncé mercredi le lancement d'une mission sur l'avenir de la [métropole Aix-Marseille-Provence](#) (AMP), confrontée à une crise financière majeure qui a conduit l'État à intervenir pour arrêter son budget après le refus des élus d'engager d'importantes économies.

Publicité

Cette mission indépendante "d'analyse et de prospective" sera confiée à Dominique Bussereau, ancien ministre, et à Jean-François Debat, président du Comité des finances locales, précise un communiqué. Elle devra "évaluer la situation et formuler des propositions" structurelles concernant sa gouvernance, ses compétences, son organisation institutionnelle et son modèle financier.

Publicité

Une mise sous tutelle

L'annonce intervient dans un contexte de fortes tensions au sein de la plus vaste métropole de France qui compte 92 communes. Fin avril, les maires avaient renoncé à voter le budget 2026, estimant que la baisse des dotations de l'État ne permettait pas de respecter l'obligation d'équilibre budgétaire. Une [mise sous tutelle temporaire](#) avait alors été enclenchée : le préfet des Bouches-du-Rhône avait saisi la chambre régionale des comptes (CRC), qui a identifié quelque 144 millions d'euros d'économies à réaliser pour combler le déficit.

À la mi-juin, le représentant de l'État a validé une partie des recommandations de la CRC, tout en laissant aux élus locaux le soin de répartir l'effort budgétaire restant. Le principal point de friction concerne le maintien des "attributions de compensation", mécanisme par lequel la métropole reverse une partie de ses ressources aux communes.

Une crise de gouvernance

Les élus doivent tenter de trouver un accord final le 10 septembre, si bien que les travaux de la mission gouvernementale débiteront fin septembre, après l'adoption définitive du budget métropolitain, précise le communiqué.

Ses conclusions, attendues d'ici la fin de l'année, pourraient relancer le débat, récurrent depuis la création de la métropole, sur son vaste périmètre, son fonctionnement et les relations entre Marseille et les communes environnantes, aux profils variés. La métropole a notamment en charge les transports, la propreté et la voirie dans la deuxième ville de France.

Le gouvernement affirme vouloir dégager une solution "durable" pour résoudre la crise de gouvernance d'un territoire stratégique en matière de mobilités, de transition écologique et de développement économique.



BFM Business

- Direct TV BFM Business

Émissions BFM Business

Canaux TV & Fréquences

Évènements

Newsletters BFM Business

Archives
- Direct Radio BFM Business

Programme TV & Radio

Nos dossiers

Partenaires

Applications mobiles

Plan du site

Nos services

- Cours CAC 40

Comparateur

Immobilier neuf

Jeux-concours

Annonces légales
- Code promo

Shopping

Portage salarial

Règlements jeux-concours

En savoir plus

- Nous contacter

Recrutement

Données personnelles

Paramétrage des cookies

J'exerce mes droits

Charte de déontologie
- Devenir annonceur

Mentions légales

Politique cookie

Gérer Utiq

CGU

Accessibilité : non-conforme

Les sites du groupe

- BFM

BFM Business

BFM Tech

BFM Bourse

BFM Locales

BFM Alsace

BFM Côte d'Azur

BFM Dici

BFM Grand Lille

BFM Grand Littoral

BFM Lyon

BFM Marseille

BFM Normandie

BFM Toulon Var
- RMC

RMC Sport

RMC BFM PLAY

RMC Life

RMC Découverte

RMC Conso

RMC Story

Zone Turf

SFR Actus

RMC BFM Drive

